



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité du commerce et de l'investissement

Première session
4-6 novembre 2009
Bangkok

PLANIFICATION ET SUIVI DES PROGRAMMES

(Point 10 a) de l'ordre du jour provisoire)

**EXAMEN DE L'APPLICATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA
PÉRIODE 2008-2009 ET DES TRAITS MARQUANTS DU PROGRAMME
DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE 2010-2011**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document résume les progrès accomplis dans l'application du programme de travail pour l'exercice biennal 2008-2009, et dresse un bilan préliminaire des résultats obtenus au titre du sous-programme 4, Commerce et investissements. Il met aussi en évidence les principales activités prévues pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité souhaitera peut-être fournir au secrétariat des indications susceptibles de faciliter les activités préparatoires à l'application du projet de programme de travail pour la période 2010-2011.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	2
I. EXAMEN DE L'APPLICATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009: SOUS-PROGRAMME 4, COMMERCE ET INVESTISSEMENTS.....	2
II. TRAITS MARQUANTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR 2010-2011	11

* La présentation tardive du présent document est due à des retards survenus dans les procédures internes du secrétariat.

Introduction

1. Le présent document fait le point des progrès accomplis dans la mise en œuvre du sous-programme 4 (Commerce et investissements) du programme de travail pour l'exercice biennal 2008-2009. Il évalue les résultats obtenus à ce jour (section I), et met également en évidence les principales activités prévues pour l'exercice biennal 2010-2011 (section II). Le Comité est invité à examiner les résultats obtenus au cours de l'exercice biennal 2008-2009, et à donner des orientations concernant la mise en œuvre des activités prévues pour l'exercice biennal 2010-2011.

I. EXAMEN DE L'APPLICATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009: SOUS-PROGRAMME 4, COMMERCE ET INVESTISSEMENTS

A. État d'application

2. La mise en œuvre du sous-programme 4 (Commerce et investissements) du programme de travail pour l'exercice biennal 2008-2009 touche à sa fin. Le tableau ci-après résume la situation en ce qui concerne l'objectif, les réalisations escomptées, les résultats, les principales activités et les enseignements tirés.

Objectif de l'Organisation: parvenir à une distribution plus équitable des avantages tirés de la mondialisation grâce au développement du commerce et des investissements à l'appui des objectifs de développement internationalement convenus, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

Réalisation escomptée a) : Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent négocier, conclure et appliquer efficacement les accords commerciaux multilatéraux et autres pour faciliter la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

Indicateurs de succès :

a) i) Augmentation du nombre des pays membres progressant sur la voie de l'accession aux accords commerciaux régionaux et multilatéraux (par exemple l'Accord commercial pour l'Asie et le Pacifique (ACAP) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC))

ii) Pourcentage de responsables et autres parties prenantes bénéficiant des activités de la CESAP qui affirment qu'ils peuvent utiliser ou ont utilisé les connaissances et les compétences ainsi acquises pour négocier des accords et élaborer et mettre en œuvre des politiques commerciales

Résultats :

Indicateur i) :

Grâce aux services efficaces fournis par le secrétariat en étroite collaboration avec les membres, l'Accord commercial pour l'Asie et le Pacifique (ACAP) est entré dans une nouvelle étape des négociations commerciales. Le quatrième cycle de négociations tarifaires, qui vise à augmenter encore le nombre de produits couverts et à opérer des réductions tarifaires plus importantes, touche à son terme. On notera surtout qu'en plus des traditionnelles concessions tarifaires, les membres de l'ACAP ont commencé à échanger des informations sur les mesures non tarifaires, et sont sur le point d'achever les négociations sur trois accords-cadres qui concernent la facilitation du

commerce, le commerce des services et l'investissement. Pour ce qui est d'étendre l'ACAP à de nouveaux pays, les membres actuels ont établi des contacts de niveau ministériel avec neuf nouveaux membres potentiels (Azerbaïdjan, Cambodge, Indonésie, Kirghizistan, Malaisie, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines et Viet Nam), aidés en cela par la secrétariat. Ils s'emploient activement à attirer de nouveaux membres, par des canaux divers et dans différents cadres. En organisant une série de séminaires sous-régionaux et nationaux, le secrétariat a pu présenter l'ACAP et ses avantages à des membres potentiels d'Asie centrale, d'Asie du Nord, d'Asie du Sud-Est et du Pacifique. Les membres de l'ACAP ont continué d'apprécier les services assurés par le secrétariat. La Mongolie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en particulier, se sont dites sincèrement intéressées par l'adhésion à l'Accord, et prennent actuellement des mesures pour lancer les procédures officielles dans ce sens.

Grâce au Programme d'assistance technique OMC-CESAP, au projet « Macao, pôle régional de connaissances » (MARKHUB) et aux projets financés par la Commission européenne pour les pays les moins avancés, tous les membres de la CESAP ont pu se familiariser avec les accords commerciaux multilatéraux, et les pays dont la procédure d'adhésion est en cours ont avancé dans les négociations. D'autres pays ont utilisé les connaissances ainsi acquises pour défendre leurs intérêts et exprimer leurs préoccupations lors des négociations sur de nouveaux engagements multilatéraux, dans le cadre de l'actuel cycle de négociations de Doha.

Indicateur ii) :

Durant la période allant de janvier 2008 à septembre 2009, plus de 900 personnes ont reçu une formation sur diverses questions commerciales. L'avis exprimé par les participants continue d'être encourageant: 90% de ceux ayant complété le questionnaire distribué à la fin du séminaire ou de l'atelier ont affirmé que les connaissances et compétences acquises leur étaient utiles pour négocier un accord et pour formuler ou mettre en œuvre des politiques commerciales.

Activités principales:

1. Assistance technique régionale, y compris dans le cadre du Programme d'assistance technique OMC-CESAP : durant la période allant de janvier 2008 à septembre 2009, le secrétariat a développé la coopération avec des partenaires importants, tels que l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), pour renforcer la capacité qu'ont les membres et membres associés de la CESAP de négocier, conclure et mettre en œuvre efficacement des accords commerciaux à différents niveaux. Au total, huit séminaires et ateliers ont été organisés durant la période considérée.

2. Programme pour le développement des capacités commerciales des PMA : deux programmes financés par la Commission européenne ont été lancés, l'un pour aider le Bhoutan à accéder à l'OMC, l'autre pour aider le Népal à mettre en œuvre ses engagements concernant l'OMC. Le premier projet devrait s'achever d'ici à la fin de 2009. Les activités organisées comprennent des ateliers de formation, le renforcement des centres de référence de l'OMC, des programmes visant à développer les contacts avec les universités, ainsi que des services consultatifs (sur la notification dans le cas du Népal, et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires dans le cas du Bhoutan, pour ne citer que ces exemples).

3. Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation commerciales (ARTNeT) : l'année 2008 a également été marquée par d'importants progrès en ce qui concerne le réseau ARTNeT. Lancé en 2004, celui-ci compte actuellement 27 instituts de formation et 4 partenaires principaux (Centre de recherches pour le développement international, OMC, Programme des Nations Unies pour le développement et CNUCED). Entre janvier 2008 et juin 2009 ont été publiés 6 notes d'orientation, 19

documents de travail et 2 bulletins attirant l'attention sur des questions commerciales émergentes intéressant la région. Plusieurs réunions d'équipes de recherche ont été organisées, de même que 5 ateliers de renforcement des capacités. Diverses réunions ont également eu lieu avec des responsables politiques, des chercheurs et d'autres parties prenantes afin d'examiner les conclusions des recherches.

4. Base de données sur les accords relatifs au commerce et à l'investissement en Asie et dans le Pacifique (APTIAD): en 2008, la base de données APTIAD est entrée dans une nouvelle phase avec la mise au point d'outils analytiques servant à mesurer la performance commerciale des accords commerciaux qui existent déjà dans la région, et des accords potentiels ; les informations descriptives au sujet des accords ont en outre été enrichies. À la date de juillet 2009, la base de données couvrait 151 accords et comportait plus de 20 indicateurs commerciaux, y compris des indices interactifs ainsi qu'une série précalculée d'indicateurs. Après la première étape, qui privilégiait les informations descriptives sur les accords commerciaux régionaux et bilatéraux conclus entre des membres de la CESAP, le secrétariat est passé en 2008 à la deuxième étape, avec pour objectif principal l'élaboration d'outils analytiques servant à mesurer la performance commerciale des accords commerciaux existants et potentiels. Les indicateurs commerciaux interactifs, qui constituent une composante de la base de données, ont été actualisés : y ont été incluses les données commerciales correspondant à l'année 2007.

5. Accord commercial pour l'Asie et le Pacifique (ACAP): en tant que secrétariat de l'ACAP (qui est le plus ancien dispositif commercial régional d'Asie et du Pacifique), la CESAP a continué d'oeuvrer au service de l'Accord, et a ainsi organisé avec succès six sessions du Comité permanent durant la période allant de janvier 2008 à septembre 2009.

S'agissant de l'extension de l'Accord à de nouveaux pays, le secrétariat a joué un rôle de facilitation crucial dans l'établissement de contacts de niveau ministériel entre les membres actuels et les neuf membres potentiels (Azerbaïdjan, Cambodge, Indonésie, Kirghizistan, Malaisie, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines et Viet Nam). Il a aussi encouragé l'adhésion à l'Accord, par des canaux divers et dans différents cadres (douzième Conférence de la CNUCED, consultations bilatérales, réunions organisées par la CESAP, etc.). Pour faire connaître l'Accord à un nombre plus élevé de membres potentiels, le secrétariat a pris l'initiative d'organiser une série de séminaires sous-régionaux (pour les pays d'Asie centrale, d'Asie du Sud-Est et d'Asie de l'Est) et nationaux (pour le Cambodge, la Mongolie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée) consacrés aux avantages de l'adhésion.

Avec l'appui financier du Gouvernement de la République de Corée, le secrétariat a commandé trois études sur les avantages spécifiques qu'offrirait l'adhésion à l'ACAP pour 9 pays (Azerbaïdjan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Malaisie, Mongolie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam). L'intérêt desdits pays pour l'Accord s'en est trouvé stimulé. Le secrétariat a également élaboré une étude visant à analyser l'influence qu'exercent sur le commerce interne à l'ACAP les mesures non tarifaires prises par les membres de l'ACAP.

6. Travaux analytiques sur le commerce et l'investissement dans la région: pour mieux faire comprendre aux responsables politiques et aux autres parties prenantes les questions ayant trait au développement du commerce et de l'investissement dans la région, et pour les rendre mieux à même d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques pertinentes, le secrétariat a également développé ses activités analytiques depuis janvier 2008. Il a ainsi élaboré un guide pratique sur la relance par le commerce («Navigating out of the crisis: a trade-led recovery», avril 2009), et publié un rapport sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique (*Asia-Pacific Trade and Investment Report 2009*), avec pour thème la relance par le commerce, pour examen par le Comité à sa première session. Deux autres

publications sont également sorties durant la même période: a) *Unveiling Protectionism: Regional Responses to Remaining Barriers in the Textiles and Clothing Trade* (2008), et b) *Emerging Trade Issues for Policymakers in Developing Countries in Asia and the Pacific*, dans la série *Studies in Trade and Investment*, n° 64 (2008).

Enseignements tirés:

Les activités organisées durant l'exercice biennal ont permis de tirer les importants enseignements suivants : a) la coopération avec les organisations mondiales et régionales devrait se poursuivre pour créer des synergies et utiliser de façon optimale les ressources limitées; b) la participation des responsables politiques, des entreprises et de la société civile est essentielle pour optimiser l'impact des activités de la CESAP, et pour donner au savoir et à l'expérience une expression concrète sous la forme de politiques, de règles et de normes commerciales favorisant le développement; c) le travail normatif et analytique devrait être renforcé, et associé étroitement aux activités opérationnelles afin de mieux répondre aux besoins prioritaires des pays membres; d) si l'on veut que l'ACAP continue de stimuler l'intégration et la coopération régionales en matière de commerce et d'investissement, il convient de renforcer le secrétariat; e) les activités de formation devraient prévoir suffisamment de temps pour le dialogue entre participants et le partage de l'expérience acquise dans la région; f) le partage et la gestion du savoir sont essentiels pour exploiter au mieux les ressources limitées et obtenir ainsi des résultats optimaux; et g) le suivi et la poursuite des activités doivent être améliorés pour assurer l'impact des travaux de la CESAP à long terme.

Réalisation escomptée b) : Renforcement des capacités et de la coopération régionale pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes favorisant l'efficacité commerciale et visant à promouvoir la compétitivité internationale

Indicateurs de succès :

b) i) Pourcentage de responsables et autres parties prenantes bénéficiant des activités de la CESAP qui affirment qu'ils peuvent utiliser ou ont utilisé les connaissances et les compétences ainsi acquises pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes axés sur l'efficacité commerciale

ii) Augmentation du nombre d'utilisateurs des Services d'information commerciale en ligne de la CESAP en vue de renforcer la coopération régionale

Résultats :

Les activités organisées ont rassemblé environ 350 participants représentant diverses parties prenantes : organismes gouvernementaux en charge du commerce (y compris des ministères du commerce), douanes, services de quarantaine, organismes de promotion du commerce, prestataires de services commerciaux et douaniers, secteur privé, établissements de recherche. Dans l'ensemble, plus de 90 % des participants ont été satisfaits de ces activités, y compris en ce qui concerne le contenu, les thèmes choisis et le partage de l'information et de l'expérience. Par exemple, après la concertation régionale sur la facilitation du commerce et les PME en temps de crise (Chine, 2009), une évaluation a montré que 95,8 % des participants considéraient cette activité comme «excellente» ou «bonne»; 91,6 % d'entre eux ont estimé que l'échange d'informations avait été utile; 91,6 % ont qualifié le contenu théorique de «bon» ou «excellent»; et 100 % ont estimé que le dosage de contenu théorique et pratique était «excellent» ou «bon».

En ce qui concerne l'information commerciale, les utilisateurs et abonnés du bulletin E-TISNET ont vu leur nombre augmenter, au point d'atteindre dès avant la fin de l'exercice biennal l'objectif fixé. Le nombre d'abonnés est ainsi passé de 842 à 1 036 au total, soit 194 abonnés de plus. Ce chiffre comprend 589 abonnés au courriel et 447 abonnés en ligne.

Activités principales:

Le secrétariat a organisé plusieurs activités depuis janvier 2008, y compris les suivantes: deux réunions régionales d'experts, avec pour thèmes respectifs la facilitation du commerce et des transports pour la compétitivité des exportations (Chine, 2008), et la promotion du commerce régional et mondial au moyen de la facilitation (Thaïlande, 2009); trois séminaires sous-régionaux sur l'utilisation des documents commerciaux électroniques (Kirghizistan, 2008), la mise en œuvre d'un système de guichet unique (Azerbaïdjan, 2008), et l'amélioration de la gestion des frontières en Asie centrale (Tadjikistan, 2009), cela dans le cadre d'un projet financé au titre de la cinquième tranche du Compte des Nations Unies pour le développement. Dans le cadre d'un projet réalisé au titre de la sixième tranche du Compte des Nations Unies pour le développement, le secrétariat a organisé un colloque sur le renforcement des capacités régionales pour le commerce sans papier, et lancé le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie et dans le Pacifique (UNNEX T) (Thaïlande, 2009). Pour aider les États membres à faire face aux défis qu'entraîne l'actuelle crise financière, le secrétariat a organisé, en collaboration avec la Banque mondiale et le Conseil chinois pour la promotion du commerce international, une concertation régionale sur la facilitation du commerce et les PME en temps de crise (Chine, 2009), en conjonction avec une Table ronde destinée à évaluer les progrès des négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce, ainsi que les initiatives pertinentes relatives à l'aide pour le commerce en Asie et dans le Pacifique et les besoins en la matière. Un atelier sur le commerce électronique a été organisé conjointement par le secrétariat de la CESAP, la Fédération panchinoise de l'industrie et du commerce, le Forum des entreprises de la sous-région Bassin du Mékong et l'Institut du Mékong, à l'intention des pays de la sous-région Bassin du Mékong (Chine, 2009).

Le travail analytique demeure l'une des priorités de la CESAP dans le domaine de la facilitation du commerce. Les principales publications en cours de préparation incluent les suivantes: a) un manuel CESAP-BAsD sur la facilitation du commerce; b) une monographie relative à l'impact de la facilitation du commerce et des transports sur la compétitivité des exportations; et c) un guide sur l'analyse des processus commerciaux pour la simplification des procédures et des documents commerciaux. Par ailleurs, des activités récurrentes ont été réalisées pour diffuser des informations et des connaissances commerciales opportunes et pertinentes dans toute la région de l'Asie et le Pacifique; l'on peut citer les lettres d'information mensuelles E-TISNET ainsi que les manuels sur le commerce.

Enseignements tirés:

L'organisation de ces activités a montré l'importance de la collaboration entre les diverses divisions de la CESAP. Les partenariats alimentaires conclus entre les divers organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et régionales, sont importants également.

Réalisation escomptée c) : Renforcement des capacités de concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes favorisant un climat financier propice aux investissements et un secteur privé compétitif

Indicateurs de succès :

Pourcentage de responsables et autres parties prenantes bénéficiant des activités de la CESAP qui affirment qu'ils peuvent utiliser ou ont utilisé les connaissances et les compétences ainsi acquises pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes favorisant un climat financier propice aux investissements et un secteur privé compétitif

Résultats:

Les participants ont évalué de manière très positive les activités de renforcement des capacités ayant trait à la conception et à la mise en œuvre des politiques et programmes sur l'investissement et la compétitivité des entreprises.

Le Forum Asie-Pacifique des entreprises a continué de susciter un vif intérêt de la part des gouvernements comme des entreprises. Parmi les participants au Forum 2008 ayant complété le questionnaire d'évaluation, 97 % se sont dits «très satisfaits» ou «satisfaits» à tous points de vue, y compris en ce qui concerne les thèmes abordés, le choix des orateurs, les possibilités de réseautage ainsi que la pertinence des activités par rapport à leur propre travail. Le Forum a élaboré plusieurs recommandations de mesures à prendre, à l'intention de la Table Ronde ministérielle. Le Forum 2009 a rassemblé plus de 250 participants représentant les entreprises, les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le monde universitaire. L'enquête en ligne réalisée après coup auprès des délégués a révélé que, dans l'ensemble, leur avis sur le Forum était positif (97 %). Bon nombre de participants avaient appris des choses et étaient globalement satisfaits de cette activité, du point de vue de la forme comme du fond.

Tous les participants ayant complété intégralement le questionnaire d'évaluation lors des ateliers organisés pour les correspondants asiatiques du réseau local du Pacte mondial étaient « tout à fait d'accord » (meilleure note) ou « plutôt d'accord » (deuxième meilleure note) pour dire que l'atelier avait donné les résultats escomptés. Au cours de la période d'essai, le site Web régional Asie-Pacifique du Pacte mondial (www.globalcompactasiapacific.org) a été visité en moyenne 1 500 fois par mois.

Principales activités:

Le secrétariat a adopté une démarche équilibrée consistant à encourager la compétitivité des entreprises par la mise en place de conditions plus propices, tout en accordant plus de place à la responsabilité sociale des entreprises, pour que ces dernières soient inclusives et durables en plus de réaliser des bénéfices. Parmi les principales activités organisées, on peut citer les suivantes :

1. Une assistance technique pour le développement du secteur privé dans la sous-région Bassin du Mékong. Ces activités incluent le renforcement des capacités en matière d'offre, le développement des PME, l'encouragement de l'esprit d'entreprise parmi les femmes, et les applications de l'entreprise électronique. Elles ont été réalisées au titre du Forum pour le développement global de l'Indochine, en collaboration avec la Banque asiatique de développement (BAsD) et le Forum des

entreprises de la sous-région Bassin du Mékong. Dans le cadre de la nouvelle phase du Forum pour le développement global de l'Indochine, la CESAP prépare des activités visant à renforcer les capacités des PME de la sous-région Bassin du Mékong pour une pénétration efficace sur les marchés régionaux et mondiaux; elle cherchera aussi à poursuivre la collaboration avec les pays participants.

2. L'entreprise au service du développement. En s'appuyant sur les connaissances et l'expérience que lui a procurées son initiative sur la chaîne de valeur régionale et mondiale dans la sous-région Bassin du Mékong, la CESAP met en œuvre en Asie du Sud un projet intitulé «L'entreprise au service du développement: créer des conditions propices à la pénétration efficace des PME sud-asiatiques sur les marchés régionaux et mondiaux (phase I)», et ce dans le cadre de l'initiative sur l'entreprise au service du développement, qui constitue un programme global pour le développement du secteur privé dans la région.

3. Forum Asie-Pacifique des entreprises et Conseil consultatif des entreprises. L'édition 2008 du Forum, qui a eu lieu à Bangkok au mois d'avril, a eu pour thème «Le potentiel de la coopération énergétique régionale et des partenariats public-privé en matière de sécurité énergétique». Le Conseil consultatif des entreprises de la CESAP, où siègent 23 dirigeants d'entreprises de la région, a tenu sa septième réunion en avril 2008. Le thème du Forum Asie-Pacifique des entreprises 2009, qui s'est tenu à Bangkok le 22 janvier, a été le suivant : « Les enjeux climatiques – innovations et solutions pour l'adaptation aux changements climatiques ». Chaque année, le Forum des entreprises de l'Asie et du Pacifique réunit plus de 250 participants, y compris des responsables politiques en charge du commerce et de l'investissement, des dirigeants de grandes entreprises ainsi que des hauts représentants d'organismes internationaux de développement.

4. Le projet «Investisseurs pour le développement». On a organisé des consultations avec diverses parties prenantes, ainsi que des ateliers destinés aux correspondants du réseau local du Pacte mondial, avec la participation de 15 pays appartenant au réseau (3 ateliers en 2008, 2 en 2009). Ces activités ont eu lieu à Bangkok, Séoul, Bonn et Istanbul. Il s'agissait de recenser les besoins et les problèmes, de partager idées et expériences concernant la création de réseaux, et de rendre les correspondants mieux à même de mettre en œuvre le Cadre pour la durabilité des réseaux. Au titre de ce projet s'est tenu à Kuala Lumpur, les 16 et 17 septembre 2009, un cours régional de formation de formateurs concernant le Pacte mondial, lequel a réuni 38 participants et s'est appuyé sur les outils et le matériel de formation élaborés au titre du projet.

Les réseaux locaux du Pacte mondial jouent un rôle de plus en plus important pour ce qui est de renforcer la capacité des entreprises à assumer leur responsabilité sociale, et d'enraciner le Pacte mondial dans les différents contextes culturels et linguistiques. On s'emploie tout particulièrement à faire de ces réseaux locaux des espaces participatifs axés sur la pratique, au sein desquels les entreprises, les gouvernements, les syndicats, les organisations de la société civile, les médias et les institutions universitaires puissent partager leurs pratiques optimales et élaborer une vision commune susceptible de contribuer à l'intégration de la responsabilité sociale des entreprises dans les politiques de développement. Un site Web régional pilote constamment actualisé a été créé au cours de la période considérée (www.globalcompactasiapacific.org).

Enseignements tirés :

Durant l'exercice biennal 2006-2007, l'un des principaux enseignements a été que les réalisations escomptées et les indicateurs y afférents étaient formulés à un niveau trop élevé pour pouvoir être mesurés précisément et être utilisés comme indicateurs de résultats. C'est pourquoi les indicateurs de l'exercice biennal 2008-2009 ont été modifiés. Les nouveaux indicateurs permettront de déterminer bien plus facilement dans quelle mesure les progrès réalisés sont imputables à la CESAP, car ils portent directement sur les activités et résultats concrets de cette dernière.

1. Le dialogue public-privé (comme par exemple le Forum Asie-Pacifique des entreprises) permet au secteur privé de s'exprimer sur diverses questions examinées lors de réunions intergouvernementales. En organisant le Forum juste avant la session de la Commission, on a pu y faire venir quelques délégués gouvernementaux. En outre, les délégués à la session ont ainsi immédiatement accès, de manière informelle, aux résultats du Forum.

2. L'édition 2009 du Forum Asie-Pacifique des entreprises n'a pas eu lieu immédiatement avant la session de la Commission, mais quelques mois plus tôt. Bien que cette façon de procéder facilite grandement les préparatifs du Forum (lequel a d'ailleurs été largement apprécié), on a estimé que celui-ci ne contribuait toujours que de façon limitée à la session de la Commission, et que le lien avec les politiques élaborées par la suite était encore moins évident.

3. Le projet sur les investissements au service du développement a montré que le réseau local du Pacte mondial était bien moins robuste et structuré que prévu, et qu'il fallait agir d'urgence pour améliorer la gouvernance du réseau. L'équipe de projet a également estimé que, pour pouvoir durer, les réseaux devaient élaborer un plan de travail et établir des partenariats efficaces avec des organisations pouvant les aider à apporter aux entreprises membres quelque chose de réellement utile.

Réalisation escomptée d) : Renforcement des capacités de concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes favorisant une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté rurale grâce au transfert des technologies agricoles et à la mise en valeur des entreprises agricoles

Indicateurs de succès :

Pourcentage de responsables et autres parties prenantes bénéficiant des activités de la CESAP qui affirment qu'ils peuvent utiliser ou ont utilisé les connaissances et les compétences acquises avec l'aide du Centre des Nations Unies pour le génie et la machine agricoles en Asie et dans le Pacifique (ONUCGMAP) pour promouvoir une croissance économique durable et la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales, grâce au transfert des technologies agricoles et à la mise en valeur des entreprises agricoles

Résultats :

Les activités de coopération technique réalisées par l'ONUCGMAP en 2008 ont principalement porté sur le développement des bioénergies, avec notamment, dans le secteur agricole, une application du Mécanisme de développement propre qui a eu pour objet d'encourager la croissance économique durable et la réduction de la pauvreté rurale. Grâce aux projets et aux travaux analytiques, les responsables

politiques et d'autres parties prenantes ont compris l'importance de la viabilité écologique de l'agriculture. Ils ont réfléchi aux technologies pouvant être utilisées à cette fin, et recensé une série de domaines où la coopération technique permettrait de renforcer les capacités des membres.

Cent experts et responsables politiques provenant de 15 pays membres ont participé au Forum régional sur le développement du secteur des bioénergies, au cours duquel ont été présentés 25 documents. Selon une enquête réalisée à la fin du Forum, 81% des participants étaient certains de pouvoir mettre à profit les connaissances nouvellement acquises, et avaient l'intention de faire connaître les résultats du Forum à leurs supérieurs et à leurs collègues. Par ailleurs, le Département de l'énergie des Fidji a récemment demandé l'aide de l'ONUCGMAP pour étudier la possibilité d'un transfert de technologie et d'équipements chinois dans le secteur des biogaz, et cette demande a été relayée.

On a sorti quatre publications sur les technologies vertes, la recherche-développement pour le génie agricole et les techniques agricoles de conservation, avec pour objectif de renforcer les capacités des responsables en matière de transfert de technologie agricole et de développement des entreprises. Depuis que ces publications ont été affichées sur le site Web de l'ONUCGMAP (www.unapcaem.org), en août 2008, elles ont été consultées par plus de 3 000 visiteurs. Après la publication du manuel de formation sur la culture des champignons, le Pakistan et certains pays d'Asie Centrale ont demandé s'il était possible d'organiser dans la foulée des programmes de formation à ce sujet.

Principales activités :

L'ONUCGMAP a mis en œuvre les activités suivantes :

1. Des études de faisabilité sur l'application du Mécanisme de développement propre dans le secteur agricole, dans le cadre du Protocole de Kyoto. Ces études sont réalisées en coopération avec l'Institut de l'environnement et du développement agricole durable (Académie chinoise des sciences agricoles), dans le cadre d'un programme triennal conjoint. Il s'agit en particulier d'envisager l'application du Mécanisme de développement propre pour l'agriculture de conservation et pour l'utilisation des biogaz dans les ménages. Le 11 septembre 2009, l'ONUCGMAP et l'Institut chinois de l'environnement et du développement agricole durable ont organisé ensemble une réunion d'experts afin d'examiner la première version de l'étude.

a) Technologies agricoles vertes pour promouvoir le développement de l'agriculture durable. L'ONUCGMAP a sorti deux publications : *A Feasibility Study on the Application of Green Technology for Sustainable Agriculture Development: Assessing the Policy Impact in Selected Member Countries*, et *A Training Manual on Mushroom Cultivation Technology*. Le Centre a également publié les travaux de deux séminaires internationaux: *Proceedings of the International Seminar on Enhancing Research and Development for Agricultural Engineering* et *Proceedings of the International Seminar on Enhancing Extension of Conservation Agriculture Techniques in Asia and the Pacific*.

b) Forum régional sur le développement du secteur des bioénergies (Bangkok, 23-25 janvier 2008).

c) Projet sur l'amélioration des récoltes au moyen du transfert des technologies applicables à la culture du riz hybride (2009-2011). Le projet intitulé « Vulgarisation des techniques de culture du riz hybride pour la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique dans le cadre de la coopération

Sud-Sud » a été lancé à Beijing le 24 août 2009; la première étape du projet (à savoir le programme régional de formation des formateurs) s'est déroulée à Changsha (Chine) du 24 août au 4 septembre 2009. Au total, 26 techniciens agricoles et représentants de services de vulgarisation agricole issus de 12 pays ont participé à cette formation.

Enseignements tirés:

Sur la base de l'évaluation réalisée en 2007-2008 (voir E/ESCAP/64/28), l'ONUCGMAP est en train de recentrer son programme sur le transfert des techniques agricoles novatrices et le renforcement des capacités. Faute de stratégie cohérente, le programme n'était pas suffisamment ciblé, raison pour laquelle très peu de projets de fond ont été exécutés entre 2008 et juin 2009. Les programmes du Centre devraient mettre en valeur le rôle unique incombant à ce dernier dans le domaine de la coopération régionale, en particulier pour le renforcement des capacités au moyen de la coopération Sud-Sud. Avant d'élaborer des programmes, on pourrait évaluer les besoins des pays membres en exploitant pour ce faire les mécanismes participatifs que sont le Comité technique et le Conseil d'administration. L'on pourrait ainsi tenir compte de ces besoins et, partant, mettre en œuvre efficacement des projets de qualité.

Il conviendrait d'intensifier la participation des membres. Comme il s'agit d'une structure de petite taille disposant de peu de moyens financiers et humains, surtout en ce qui concerne l'expertise technique, il est essentiel d'obtenir l'appui technique des membres du Comité technique et du Conseil d'administration si l'on veut que les projets suscitent l'intérêt des pays participants et soient bien accueillis par ces derniers. Avant la fin de 2009 aura lieu un essai : les réunions du Comité technique seront dissociées de celles du Conseil d'administration, ce qui devrait permettre au Comité de faire des apports plus substantiels aux activités du Centre. Ce dernier est par ailleurs en train de mettre en place des pages Web pour le Comité technique et le Conseil d'administration, l'objectif étant d'intensifier le dialogue et de créer un cadre propice à l'expression et à l'échange des idées; il s'agit là d'un nouveau moyen de mieux comprendre les besoins des pays membres. Pour mettre en œuvre le programme de travail de l'ONUCGMAP, la coordination et la communication avec les services d'appui compétents du siège est essentielle. La rationalisation du processus d'examen et l'augmentation de l'efficacité des travaux ont un impact direct sur l'exécution des projets. Lorsque les services d'appui compétents du siège évaluent des propositions de projet, ils devraient prévoir suffisamment de temps pour la préparation et la mise en œuvre desdits projets, car il convient d'éviter toute précipitation.

II. TRAITS MARQUANTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR 2010-2011

3. L'objectif et les réalisations escomptées du sous-programme 2, Commerce et investissements, conformément au cadre stratégique pour la période 2010-2011,¹ sont présentés dans le tableau ci-après. Les principales activités et manifestations planifiées et programmées pour 2010-2011 figurent dans la colonne de droite, et se fondent sur le projet de programme de travail pour la période 2010-2011 tel qu'approuvé par la Commission à soixante-cinquième session.² Le secrétariat a l'intention de mettre en œuvre l'objectif et les réalisations escomptées en combinant le travail analytique et normatif avec des activités d'assistance technique axées sur le

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-troisième session, Supplément n° 6 (A/63/6/Rev.1), pp. 279-280.

² Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 19 (E/2009/39-E/ESCAP/65/32), par. 180.

renforcement des capacités. Le Comité souhaitera peut-être donner des orientations concernant la mise en œuvre des activités prévues pour l'exercice biennal en question.

Objectif de l'Organisation: Renforcer la coopération et l'intégration régionales en matière de commerce, d'investissement, de finance et de transfert de technologie dans la région de la CESAP afin de favoriser un développement inclusif et durable	
<i>Réalisations escomptées (secrétariat)</i>	<i>Principales activités et manifestations</i>
a) Renforcement des mécanismes de coopération régionale en matière de commerce, d'investissement et de finance	<ul style="list-style-type: none"> i) Approfondissement, expansion et renforcement de l'ACAP, pour ce qui est notamment des comités permanents et de la quatrième session du Conseil ministériel (2011) ii) Expansion et renforcement du réseau ARTNeT iii) Expansion et renforcement de la base de données APTIAD iv) Expansion et renforcement du réseau UNNExT v) Élaboration de cadres communs pour la coopération et l'intégration régionales en matière de commerce, d'investissement et de finance
b) Renforcement de la capacité des États membres de la CESAP à formuler et à mettre en œuvre des politiques efficaces et cohérentes, y compris des politiques sexospécifiques, en matière de commerce et d'investissement, de développement des entreprises et de finance	<ul style="list-style-type: none"> i) Activités de formation et dialogues régionaux dans le cadre du Programme d'assistance technique OMC-CESAP (avec une attention particulière pour les résultats des négociations de Doha) ii) Programmes de formation sur le guichet unique et le commerce sans papier iii) Organisation de la réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des entreprises iv) Mise en œuvre du programme sur l'entreprise au service du développement, promotion de la responsabilité sociale des entreprises (projet sur l'investissement au service du développement), et renforcement de la compétitivité des entreprises (surtout des PME) dans les chaînes de valeur v) Publication annuelle du rapport sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique (<i>Asia-Pacific Trade and Investment Report</i>)

<p>c) Renforcement de la capacité des États membres de la CESAP à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies favorables à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté rurale grâce au transfert de technologies agricoles et au développement des entreprises agro-industrielles</p>	<p>Projets de terrain dans les domaines suivants: i) Cadre régional de coopération Sud-Sud en faveur de la sécurité alimentaire grâce à l'innovation et à la diffusion des technologies agricoles, y compris les techniques d'après-récolte et de mécanisation agricole, ainsi que les stratégies de développement agro-industriel; et ii) promotion de la coopération en faveur du développement agricole dans la sous-région Bassin du Tumen</p>
<p>d) Renforcement de la capacité à promouvoir des systèmes nationaux novateurs et à créer un climat propice au transfert de technologie pour résoudre les problèmes régionaux de développement</p>	<p>Projets de terrain dans les domaines suivants: i) renforcement de la capacité des PME en matière de transfert de technologie, compte tenu notamment de la dimension sexospécifique; ii) promotion d'un réseau régional d'instituts de recherche-développement de la région de l'Asie et du Pacifique afin d'accroître la capacité à innover; iii) promotion des systèmes nationaux d'innovation en Asie et dans le Pacifique, compte tenu notamment de la dimension sexospécifique; iv) commercialisation des innovations réalisées sur le terrain en Asie et dans le Pacifique; et v) création d'un mécanisme institutionnel de coopération servant à promouvoir l'énergie renouvelable en Asie et dans Pacifique</p>

- - - - -